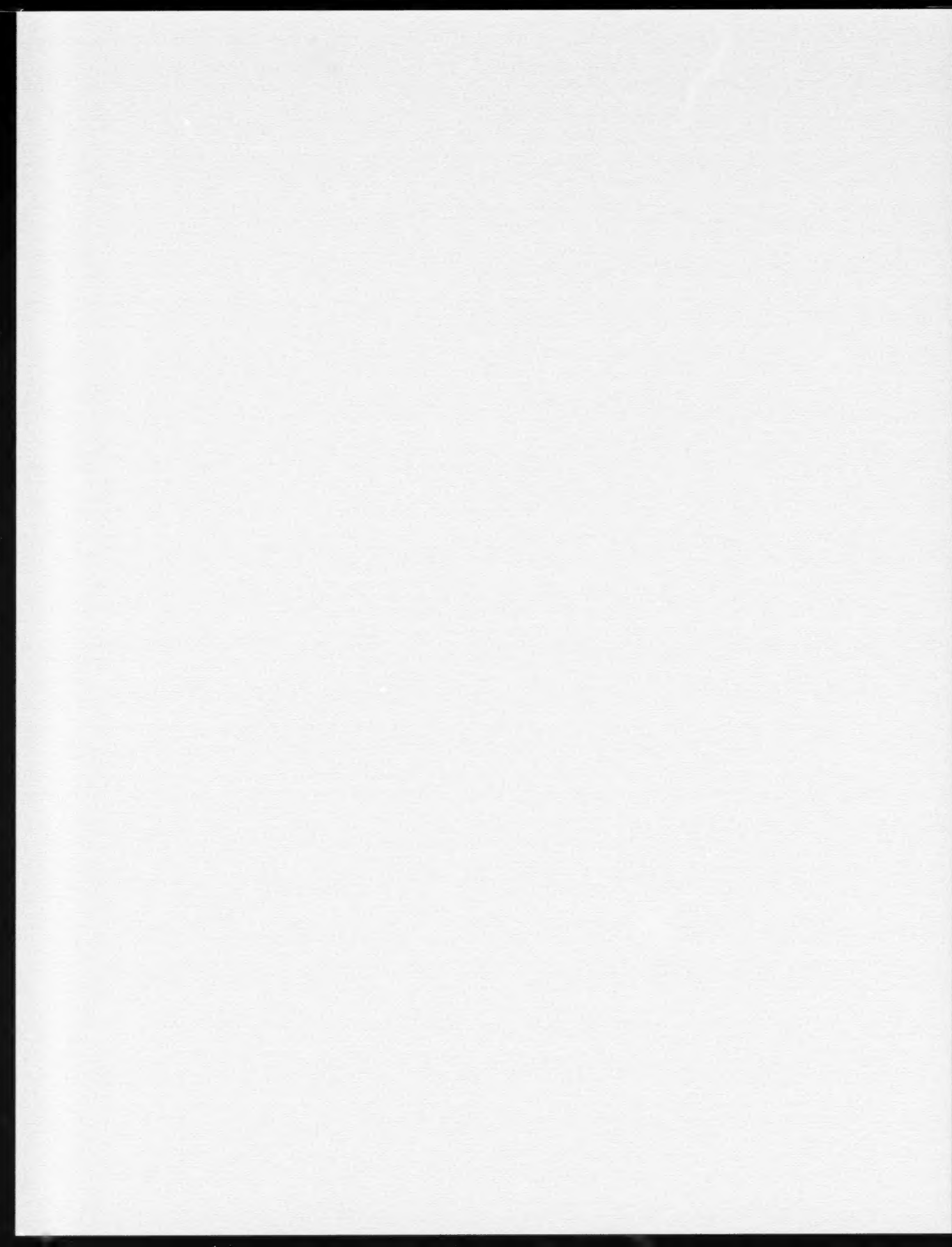




Annual Report on
the *Access to
Information Act*
2013–14

Rapport annuel
concernant la *Loi sur
l'accès à l'information*
2013-2014



**Annual Report on the Access to Information
Act 2013–14**

© Canadian Nuclear Safety Commission
(CNSC) 2014
PWGSC catalogue number CC171-7/2014-
PDF
ISSN 1926-2469

Extracts from this document may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires prior written permission from the Canadian Nuclear Safety Commission.

Document availability

This document can be viewed on the CNSC website at nuclearsafety.gc.ca. To request a copy of the document in English or French, please contact:

Canadian Nuclear Safety Commission
280 Slater Street
P.O. Box 1046, Station B
Ottawa, Ontario K1P 5S9
CANADA

Tel.: 613-995-5894 or 1-800-668-5284
(in Canada only)
Facsimile: 613-995-5086
Email: info@cnscccsn.gc.ca
Website: nuclearsafety.gc.ca
Facebook: facebook.com/CanadianNuclearSafetyCommission
YouTube: youtube.com/cnscccsn

**Rapport annuel concernant la Loi sur
l'accès à l'information 2013-2014**

© Commission canadienne de sûreté nucléaire
(CCSN) 2014
Numéro de catalogue de CC171-7/2014-PDF
ISSN 1926-2469

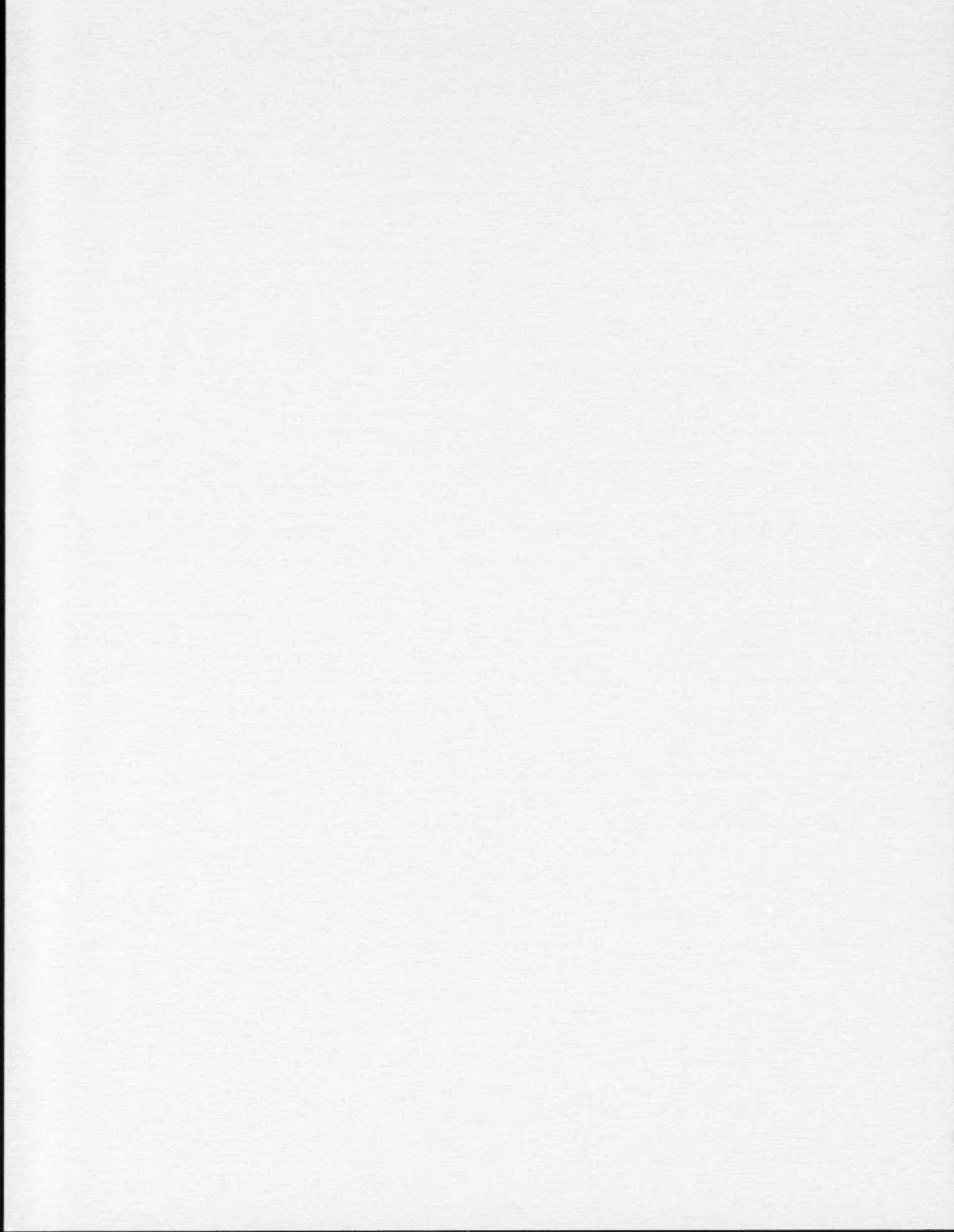
La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition que la source soit indiquée en entier. Toutefois, sa reproduction en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention préalable d'une autorisation écrite de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Disponibilité du document

Les personnes intéressées peuvent consulter le document sur le site Web de la CCSN à suretenucleaire.gc.ca ou l'obtenir, en français ou en anglais, en communiquant avec la :

Commission canadienne de sûreté nucléaire
280, rue Slater
C.P. 1046, Succursale B
Ottawa (Ontario) K1P 5S9
CANADA

Téléphone : 613-995-5894 ou 1-800-668-5284
(Canada seulement)
Télécopieur : 613-995-5086
Courriel : info@cnscccsn.gc.ca
Site Web : suretenucleaire.gc.ca
Facebook : facebook.com/Commissioncanadiennedesuretenucleaire
YouTube : youtube.com/cnscccsn



Annual Report on the *Access to Information Act* 2013–14

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2013-2014

GENERAL

The Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) regulates the use of nuclear energy and materials to protect health, safety, security and the environment, and to implement Canada's international commitments on the peaceful use of nuclear energy; and to disseminate objective scientific, technical and regulatory information to the public.

The CNSC's mandate, derived from the *Nuclear Safety and Control Act*, involves four major areas:

- regulation of the development, production and use of nuclear energy in Canada to protect health, safety and the environment
- regulation of the production, possession, use and transport of nuclear substances, and the production, possession and use of prescribed equipment and prescribed information
- implementation of measures respecting international control of the development, production, transport and use of nuclear energy and substances, including measures

GÉNÉRALITÉS

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la santé, la sûreté et la sécurité des Canadiens, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire.

Aux termes de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, le mandat de la CCSN comprend quatre grands domaines :

- réglementer le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada pour préserver la santé, la sûreté, et la sécurité et protéger l'environnement
- réglementer la production, la possession, l'utilisation et le transport des substances nucléaires ainsi que la production, la possession et l'utilisation de l'équipement et des renseignements réglementés
- mettre en œuvre les mesures de contrôle international du développement, de la production, du transport et de l'utilisation de

- respecting the non-proliferation of nuclear weapons and nuclear explosive devices
- dissemination of scientific, technical and regulatory information concerning the activities of the CNSC, and the effects on the environment and the health and safety of persons, of the development, production, possession, transport and use of nuclear substances

The CNSC also administers the *Nuclear Liability Act*, conducts environmental assessments under the *Canadian Environmental Assessment Act* (2012), and implements Canada's bilateral agreement with the International Atomic Energy Agency (IAEA) on nuclear safeguards verification.

PURPOSE OF THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The purpose of the *Access to Information Act* is to extend the laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution, in accordance with the principles stating that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

l'énergie et des substances nucléaires, y compris les mesures de non-prolifération des armes nucléaires et des dispositifs nucléaires explosifs

- informer le public – aux plans scientifique, technique ou réglementaire – des activités de la CCSN et des conséquences, pour la santé et la sécurité des personnes et pour l'environnement, du développement, de la production, de la possession, du transport et de l'utilisation des substances nucléaires

La CCSN est également responsable de l'application de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*), de l'exécution des évaluations environnementales en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementales* (2012) et de l'application de l'entente bilatérale du Canada avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'égard de la vérification des garanties nucléaires.

BUT DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La *Loi sur l'accès à l'information* a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

TABLING OF THE ANNUAL REPORT

This annual report is prepared and is tabled in Parliament in accordance with section 72 of the *Access to Information Act*.

1. Statistical Report

I. Requests received under the *Access to Information Act*

In 2013–14, the CNSC received 108 requests under the *Access to Information Act* (AIA). This represents an increase of 39 requests from the previous reporting period.

The CNSC also processed 59 informal requests during the reporting period. Four of these were requests from within the CNSC for a review, prior to documents being released informally on the external website or by other means. A total of 54 informal requests were for previously released AIA packages identified on the “Proactive Disclosure” page of the CNSC website.

For requests closed during the reporting period, the CNSC processed a total of 63,813 pages. The CNSC disclosed a total of 21,844 pages to requesters. This represents a decrease in the number of pages processed (of about a third of the volume processed in 2012–13), but is still an increase of 35% over fiscal year 2011–12 and an increase of 65% over fiscal year 2010–11.

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est préparé et est déposé devant le Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

1. Rapport statistique

I. Demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

En 2013-2014, la CCSN a reçu 108 demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, ce qui représente une augmentation de 39 demandes par rapport au nombre de demandes reçues pendant la période visée précédente.

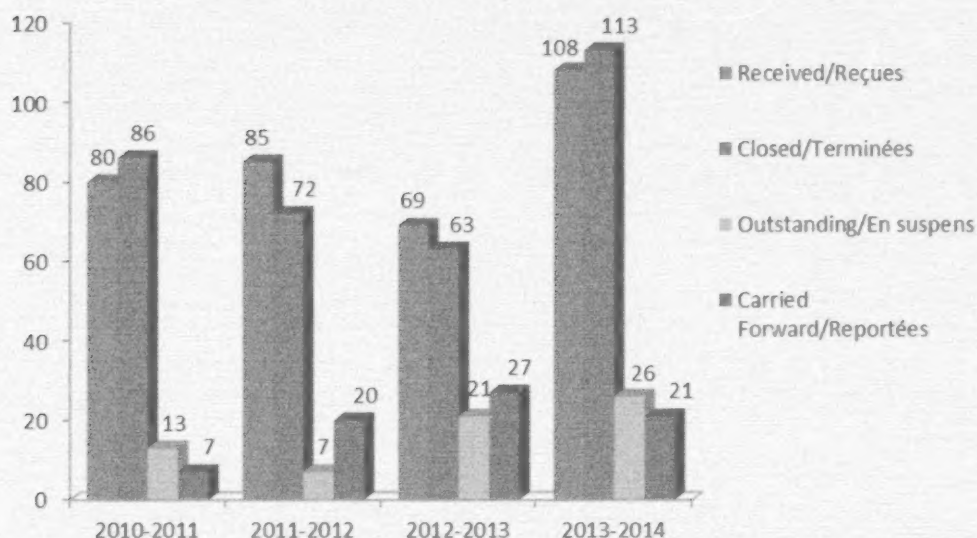
La CCSN a également traité 59 demandes informelles au cours de la période visée. De quatre d'entre elles avaient été soumises par la CCSN, qui voulait examiner les documents avant de les publier ce nombre, quatre provenaient de la CCSN dans le but de procéder à un examen avant que les documents soient publiés de manière informelle sur le site Web externe ou par d'autres moyens. Au total, 54 demandes informelles concernaient des documents publiés précédemment en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, dans la section sur la divulgation proactive du site Web de la CCSN.

Pour ce qui est des demandes traitées pendant la période visée, la CCSN a traité 63 813 pages au total et a divulgué 21 844 pages aux demandeurs. Cela représente une diminution du nombre de pages traitées (environ un tiers du volume traité en 2012-2013), mais constitue tout de même une augmentation de 35 % par rapport à l'exercice 2011-2012 et de 65 % par rapport à l'exercice 2010-2011.

The CNSC was also consulted on 40 occasions by other federal government agencies and departments, where the records under their control related to CNSC activities. The CNSC processed 1,739 pages for these consultations.

La CCSN a été consultée à 40 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers liés aux activités de la CCSN. La CCSN a examiné 1 739 pages dans le cadre de ces consultations.

Workload/Charge de travail



II. Source of requests

The most frequent types of requesters in 2013–14 were organizations (65%), followed by the public (19%), academia (6%), media (3%) and businesses (7%).

Requests received from organizations continue to be an important source of requests at the CNSC. The nuclear regulator continues to observe an increase in the number of requests received from organizations. Surprisingly, there has been a decrease in the number of requests

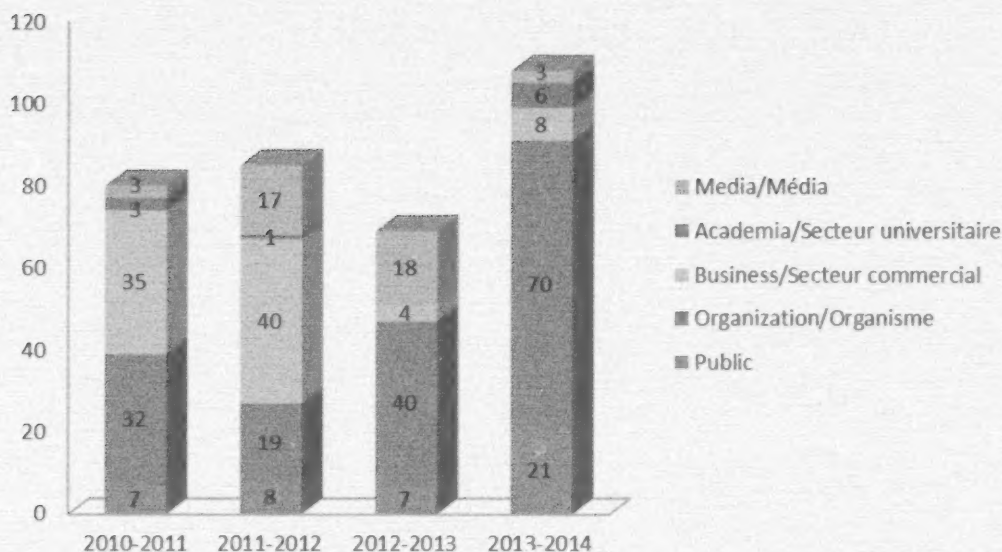
II. Origine des demandes

En 2013-2014, les demandes provenaient le plus fréquemment d'organismes (65 %), puis de membres du public (19 %), du milieu universitaire (6 %), médias (3%) et d'entreprises (7 %).

Les organismes continuent à présenter de plus en plus de demandes à la CCSN. Étonnamment, une baisse du nombre de demandes des médias a été constatée par rapport aux années précédentes.

received from the media, compared to previous years.

Sources of Requests Received/Origine des demandes reçues



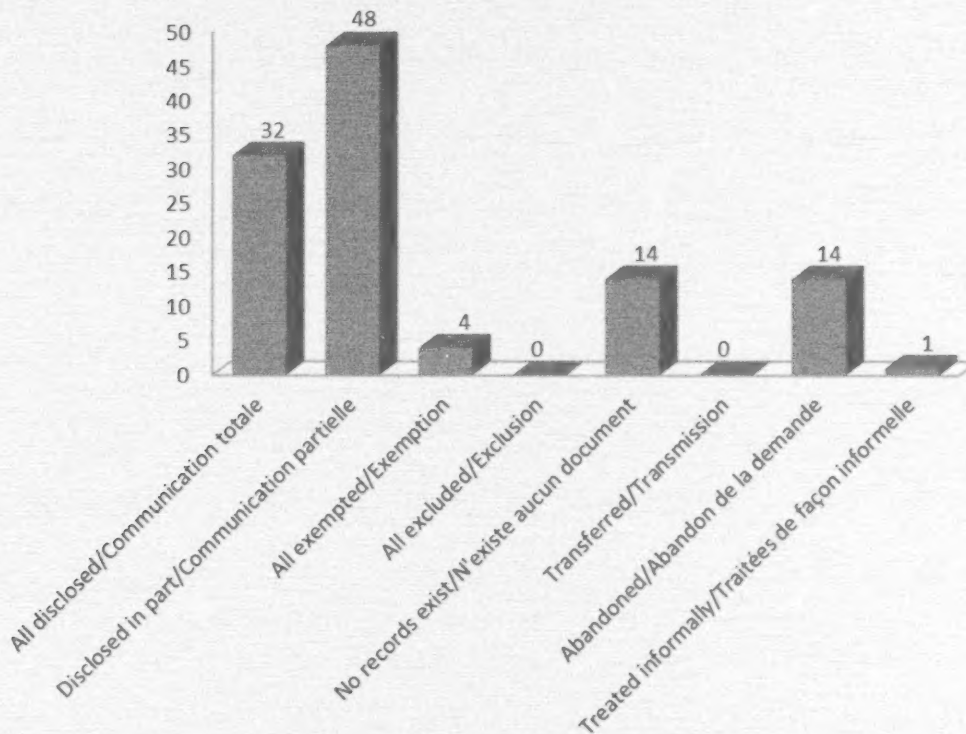
III. Disposition of closed requests

In 2013–14, the CNSC closed 113 requests. This represents a considerable increase over the 63 requests closed in 2012–13. Of the 113 requests closed during the reporting period, records for 32 of these requests were all disclosed, while records for 48 requests were disclosed in part. Only 4 requests saw relevant records exempt in their entirety. The remaining 29 requests were either abandoned by the applicant, treated informally, or had no records associated to them.

III. Mesures prises à l'égard des demandes traitées

En 2013-2014, la CCSN a traité 113 demandes. Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport aux 63 demandes traitées en 2012-2013. Les documents pour 32 des 113 demandes ont été entièrement divulgués, tandis que les documents pour 48 de ces 113 demandes ont été divulgués en partie. Seules quatre demandes ont fait l'objet d'une exemption complète de divulgation. Les 29 demandes restantes ont été abandonnées par leur demandeur, traitées de manière informelle ou étaient dépourvues de documents.

Disposition of Closed Requests/Disposition à l'égard des demandes traitées



IV. Exemptions or exclusions invoked

Most of the exemptions invoked by the CNSC in 2013–14 fell under three AIA sections: section 19(1), which protects personal information; paragraphs 20(1)(a)(b)(c)(d), which protect confidential information supplied by a third party; and paragraphs 21(1)(a)(b)(c)(d), which protect advice, recommendations and the deliberation process of public servants.

The CNSC invoked the exclusion 68.2 on two occasions during the reporting period.

IV. Exemptions ou exclusions invoquées

La plupart des exemptions invoquées par la CCSN en 2013-2014 visaient trois dispositions de la Loi sur l'accès à l'information : le paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; les alinéas 20(1)a), b), c) et d), qui protègent les renseignements confidentiels de tiers et les alinéas 21(1)a), b), c) et d), qui protègent les avis, les recommandations et le processus de délibération des fonctionnaires.

La CCSN a invoqué l'exclusion 68.2 à deux reprises pendant la période visée par le rapport.

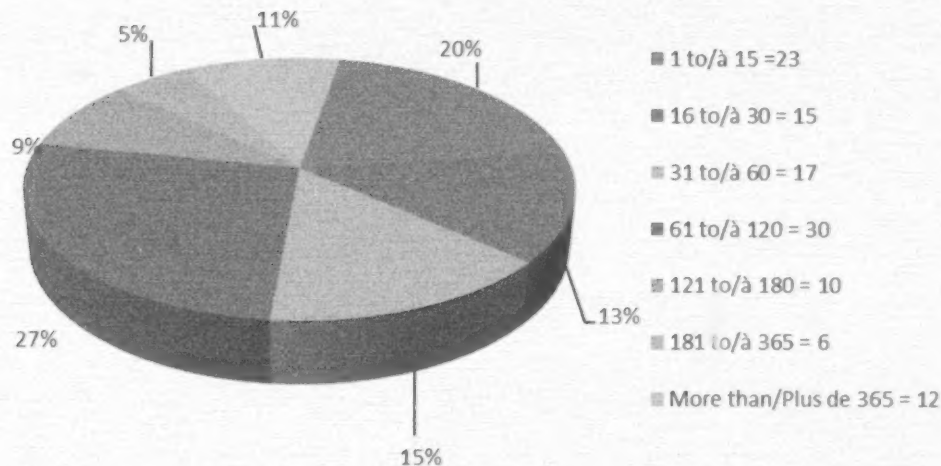
V. Completion time

Of 113 closed requests for this reporting period, the CNSC responded to 23 (20 %) in 15 days or less, and to 15 (13 %) in 15 to 30 days. The remaining 75 requests were closed in 31 to 365 days. A total of 12 requests required more than 365 days to complete.

V. Durée de traitement

Sur les 113 demandes traitées, la CCSN en a répondu à 23 (20 %) en 15 jours ou moins et à 15 (13 %) en 15 à 30 jours. Les 75 autres demandes ont été traitées en 31 à 365 jours. Au total, 12 demandes ont nécessité plus de 365 jours de traitement.

Completion Time of Requests (Days)/Durée de traitement pour demandes (jours)



VI. Extensions

Section 9 of AIA permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2013-14, the CNSC invoked extensions on 47 occasions. In 20 of these cases, an extension was required to conduct third-party notifications. In 7 of these cases, an extension was required for consultation with other federal agencies and departments. Due to the increasing volume of records processed at the CNSC, a further 20 extensions were invoked (due to searches through large volumes of records, where meeting the original

VI. Prorogation

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prévu par la Loi dans certaines circonstances. En 2013-2014, la CCSN a demandé une prorogation du délai à 47 occasions. Dans 20 cas, une prorogation était nécessaire pour donner un avis aux tiers. Dans sept cas, le délai a été prorogé pour consulter d'autres ministères et organismes fédéraux. En raison de la hausse du volume de documents traités à la CCSN, 20 autres délais ont été prorogés (pour effectuer des recherches dans

timelines would have interfered with the operations of the CNSC). Most of the extensions were between 31 to 120 days in length.

d'énormes quantités de documents, recherches pour lesquelles le respect du délai original aurait entravé le fonctionnement de la CCSN). Dans la plupart des cas, le délai a été repoussé de 31 à 120 jours.

VII. Costs

During 2013–14, the CNSC ATIP Office incurred \$256,650 in salary costs, and \$166,534 in goods and services costs to administer the *Access to Information Act*.

See Annex A for further statistical information.

2. Practices and Procedures

At the CNSC, the administration of the *Access to Information Act* (AIA) is the responsibility of the Information Management Division (IMD), within the Information Management and Technology Directorate.

Access to information requests are received by the Records Office and forwarded to the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, IMD. The processing of requests is carried out by ATIP Office staff, in consultation with the appropriate directorates within the CNSC and – where necessary – with external parties.

The CNSC has two full-time employees, two part-time employees and one consultant dedicated to access to information activities.

CNSC employees are provided with

VII. Coûts

Au cours de 2013-2014, le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la CCSN a engagé des coûts de 256 650 \$ en salaires et de 166 534 \$ en biens et services pour appliquer la *Loi sur l'accès à l'information*.

Consultez l'annexe A pour obtenir plus de renseignements statistiques.

2. Pratiques et procédures

À la CCSN, l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* est la responsabilité de la Division de la gestion de l'information (DGI), qui relève de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information.

Le Bureau des documents reçoit les demandes relatives à l'accès à l'information et les transmet au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de la DGI, qui traite les demandes en collaboration avec les directions appropriées de la CCSN et avec des parties externes au besoin.

La CCSN dispose de deux employés à temps plein, de deux employés à temps partiel et d'un consultant pour traiter les questions relatives à l'accès à l'information.

Les employés de la CCSN reçoivent

training and guidance on a regular basis, which aims to assist them in fulfilling their duties under AIA. During 2013–14, the CNSC continued to concentrate on providing formal information management, AIA, *Privacy Act*, and information security training to CNSC managers and their standing delegates. This mandatory training was provided over two sessions, to 30 managers and standing delegates during the noted reporting period, and concentrated on informing managers and their delegates of their responsibilities under the noted areas. IMD offers an integrated training approach, emphasizing the connections between sound information management practices and an effective ATIP program. The ATIP Office also provides advice and support, on an “as-required” basis. During the reporting period, the ATIP Office provided six information sessions to an additional 50 employees.

Documentation and training materials on the CNSC ATIP program are available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the acts and Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools. The CNSC did not implement any new policies, guidelines or procedures during the reporting period.

As an organization that values openness and transparency, the CNSC strives to ensure that information is made publicly available without recourse to AIA. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

The CNSC frequently makes available, for

régulièrement de la formation et des séances d'orientation pour les aider à répondre à leurs obligations aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2013-2014, la CCSN a poursuivi ses efforts en vue de fournir aux gestionnaires de l'organisme et à leurs délégués permanents une formation structurée sur la gestion de l'information, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la sécurité de l'information et leurs responsabilités connexes. Cette formation obligatoire a été fournie en deux séances à 30 gestionnaires et à leurs délégués permanents au cours de la période visée. La DGI offre une formation intégrée qui met l'accent sur les liens entre les bonnes pratiques de gestion de l'information et un programme d'AIPRP efficace. Le Bureau de l'AIPRP fournit aussi des conseils et du soutien, au besoin. Au cours de la période visée, le Bureau de l'AIPRP a donné six séances d'information à 50 autres employés.

On trouve sur le site intranet de la CCSN de la documentation et du matériel de formation sur son programme d'AIPRP. On y trouve également des liens vers d'autres documents, tels que des lois, les politiques et les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'un éventail d'outils de gestion de l'information et d'orientation. La CCSN n'a mis en application aucune politique ou directive, nouvelle ou révisée durant la période couverte visée.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la CCSN fait de son mieux pour rendre l'information accessible au public sans qu'il ne doive recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Les exceptions sont limitées et précises, tel qu'exigé par la Loi.

La CCSN donne fréquemment au public

examination by the public, copies of the following:

- current licences and approvals
- revocation or suspension notices
- reports concerning occurrences
- applications for approval of licences
- information on hazards to individuals, the public or the environment
- orders for corrective measures to be taken, as a result of significant occurrences
- notices of intent to establish nuclear facilities
- Commission hearing minutes and supporting documentation
- requests for temporary help
- proactive disclosure of senior management travel and hospitality expenses
- proactive disclosure of contract information
- Auditor General of Canada reports (pertaining to the CNSC)
- internal audits

The CNSC also posts, on its external website, summaries of completed access to information requests processed by the ATIP Office, at <http://www.nuclearsafety.gc.ca/eng/transparency/index.cfm>

3. Delegation of Authority

The Governor General in Council has designated the authority to exercise the powers, duties and functions of the *Access to Information Act* (AIA) to the President of the CNSC. The President of the CNSC has designated the Vice-President of the

accès à des copies des documents suivants, pour examen :

- les permis actuels et les approbations
- les avis de révocation ou de suspension
- les rapports concernant les événements
- les demandes d'approbation de permis
- des renseignements sur les dangers pour les personnes, le public ou l'environnement
- les ordres visant des mesures correctives à prendre à la suite d'événements importants
- les avis d'intention de construire des installations nucléaires
- les procès-verbaux des audiences de la Commission et la documentation qui s'y rattache
- les demandes d'aide temporaire
- la divulgation proactive des dépenses de voyage et d'accueil de la haute direction
- la divulgation proactive des renseignements sur les contrats
- les rapports du vérificateur général du Canada (relatifs à la CCSN)
- les vérifications internes

La CCSN affiche sur son site Web externe des résumés des demandes d'accès à l'information traitées par le Bureau de l'AIPRP, à l'adresse : <http://www.nuclearsafety.gc.ca/fra/transparency/index.cfm>

3. Délégation de pouvoirs

Le gouverneur général en conseil a délégué au président de la CCSN l'autorité d'exercer les pouvoirs, les responsabilités et les fonctions de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le président a ensuite délégué au vice-président de la Direction

Corporate Services Branch, the Director General of the Information Management and Technology Directorate, the Director of the Information Management Division, and the Senior Access to Information and Privacy (ATIP) Advisor to exercise the powers, duties and functions of the head of the CNSC with respect to AIA.

générale des services de gestion, au directeur général de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information, au directeur de la Division de la gestion de l'information et au conseiller principal de l'AIPRP l'autorité d'exercer ses pouvoirs, ses responsabilités et ses fonctions à l'égard de la *Loi sur l'accès à l'information*.

See Annex B for a copy of the instrument of delegation.

L'instrument de délégation se trouve à l'annexe B.

4. Complaints and Appeals to the Federal Court

4. Plaintes et appels devant la Cour fédérale

During 2013–14, no new complaints were registered with the Office of the Information Commissioner (OIC).

Au cours de 2013-2014, aucune nouvelle plainte n'a été présentée au Commissariat à l'information.

Two complaint investigations were carried since 2011–12. The CNSC is currently working with the OIC to resolve these complaints.

Deux enquêtes sur des plaintes ont été reportées depuis 2011-2012. La CCSN travaille actuellement avec le Commissariat à l'information afin de résoudre ces plaintes.

As always, the CNSC will continue to work closely with the OIC, to resolve the remaining ongoing complaints in a timely and efficient manner.

Comme toujours, la CCSN continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes en suspens.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2013–14.

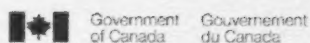
Aucun appel n'a été logé à la Cour fédérale du Canada en 2013-2014.

Annex A

Statistical Information (English)

Annexe A

Renseignements statistiques (anglais)



Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canadian Nuclear Safety Commission

Reporting period: 2013-04-01 to 2014-03-31

PART 1 – Requests under the *Access to Information Act*

1.1 Number of Requests

	Number of Requests
Received during reporting period	108
Outstanding from previous reporting period	26
Total	134
Closed during reporting period	113
Carried over to next reporting period	21

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	3
Academia	6
Business (Private Sector)	8
Organization	70
Public	21
Total	108

PART 2 – Requests closed during the reporting period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of requests	Completion Time							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
All disclosed	8	5	10	7	0	2	0	32
Disclosed in part	0	3	3	20	9	4	9	48
All exempted	0	2	0	2	0	0	0	4
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	6	5	2	0	0	0	1	14
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	8	0	2	1	1	0	2	14
Treated informally	1	0	0	0	0	0	0	1
Total	23	15	17	30	10	6	12	113

2.2 Exemptions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
13(1)(a)	7	16(2)(a)	1	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	8	16(2)(b)	2	18(b)	1	20.2	0
13(1)(c)	9	16(2)(c)	3	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(3)	0	18(d)	0	21(1)(a)	16
13(1)(e)	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	19
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	7
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	1
15(1) - I.A.*	10	16.1(1)(d)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1) - Def.*	0	16.2(1)	0	19(1)	39	22.1(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.3	0	20(1)(a)	3	23	9
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b)	8	24(1)	4
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(b.1)	8	26	3
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0	20(1)(c)	6		
16(1)(b)	0	17	0	20(1)(d)	2		
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
68(a)	2	69(1)(a)	1	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	3	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(f)	0	69(1)(g) re (f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	25	7	0
Disclosed in part	35	13	0
Total	60	20	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of requests	Number of pages processed	Number of pages disclosed	Number of requests
All disclosed	3512	2100	32
Disclosed in part	59388	19744	48
All exempted	250	0	4
All excluded	0	0	0
Request abandoned	663	0	14

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less than 100 pages processed		101-500 pages processed		501-1000 pages processed		1001-5000 pages processed		More than 5000 pages processed	
	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed
All disclosed	26	627	4	472	1	756	1	245	0	0
Disclosed in part	11	265	17	2006	6	2800	10	7045	4	7628
All exempted	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Abandoned	12	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Total	52	892	24	2478	7	3556	11	7290	4	7628

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation required	Assessment of fees	Legal advice sought	Other	Total
All disclosed	2	0	0	2	4
Disclosed in part	25	3	4	13	45
All exempted	2	0	0	0	2
All excluded	0	0	0	0	0
Abandoned	3	0	1	1	5
Total	32	3	5	16	56

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of requests closed past the statutory deadline	Principal Reason			
	Workload	External consultation	Internal consultation	Other
53	16	2	32	3

2.6.2 Number of days past deadline

Number of days past deadline	Number of requests past deadline where no extension was taken	Number of requests past deadline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	8	6	14
16 to 30 days	2	0	2
31 to 60 days	3	1	4
61 to 120 days	13	3	16
121 to 180 days	2	0	2
181 to 365 days	2	3	5
More than 365 days	2	8	10
Total	32	21	53

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

PART 3 – Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of requests where an extension was taken	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
All disclosed	5	0	3	1
Disclosed in part	12	0	15	4
All exempted	1	0	1	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	2	0	1	2
Total	20	0	20	7

3.2 Length of extensions

Length of extensions	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
30 days or less	16	0	1	0
31 to 60 days	1	0	8	5
61 to 120 days	2	0	7	1
121 to 180 days	1	0	4	1
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	20	0	20	7

PART 4 – Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of requests	Amount	Number of requests	Amount
Application	108	\$540	0	\$0
Search	3	\$345	4	\$420
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	111	\$885	4	\$420

PART 5 – Consultations received from other institutions and organizations

5.1 Consultations received from other government institutions and organizations

Consultations	Other government institutions	Number of pages to review	Other organizations	Number of pages to review
Received during reporting period	40	1739	16	923
Outstanding from the previous reporting period	0	0	1	20
Total	40	1739	17	943
Closed during the reporting period	40	1739	17	943
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other government institutions

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	Total
Disclose entirely	14	12	2	1	0	0	0	29
Disclose in part	2	4	3	0	0	0	0	9
Exempt entirely	1	0	0	0	0	0	0	1
Exclude entirely	0	0	1	0	0	0	0	1
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	17	16	6	1	0	0	0	40

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	7	5	3	0	0	0	0	15
Disclose in part	0	0	0	2	0	0	0	2
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7	5	3	2	0	0	0	17

PART 6 – Completion time of consultations on Cabinet confidences

Number of days	Number of responses received	Number of responses received past deadline
1 to 15	0	0
16 to 30	0	0
31 to 60	0	0
61 to 120	0	0
121 to 180	0	0
181 to 365	1	1
More than 365	1	1
Total	2	2

PART 7 – Resources related to the Access to Information Act

7.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$252,650
Overtime		\$0
Goods and Services		\$166,534
• Professional services contracts	\$161,867	
• Other	\$4,667	
Total		\$419,184

7.2 Human Resources

Resources	Dedicated full-time to ATI activities	Dedicated part-time to ATI activities	Total
Full-time employees	2.00	2.00	4.00
Part-time and casual employees	0.00	0.00	0.00
Regional staff	0.00	0.00	0.00
Consultants and agency personnel	1.00	1.00	2.00
Students	0.00	0.00	0.00
Total	3.00	3.00	6.00

Supplementary Statistical Reporting for the *Access to Information Act*

Previously released ATI package released informally

Institution	Number of informal releases of previously released ATI packages
Canadian Nuclear Safety Commission	54

Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences under the ATIA - Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101–500 Pages Processed		501–1,000 Pages Processed		1,001–5,000 Pages Processed		More Than 5,000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0

Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences under the ATIA - Requests with Privy Council Office

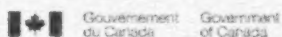
Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101–500 Pages Processed		501–1,000 Pages Processed		1,001–5,000 Pages Processed		More Than 5,000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0

Annex B

Statistical Information (French)

Annexe B

Renseignements statistiques (français)



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution : Commission canadienne de sûreté nucléaire

Période visée par le rapport : 2013-04-01 au 2014-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée par le rapport	108
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	26
Total	134
Fermées pendant la période visée par le rapport	113
Reportées à la prochaine période de rapport	21

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	3
Secteur universitaire	6
Secteur commercial (secteur privé)	8
Organisme	70
Public	21
Total	108

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	8	5	10	7	0	2	0	32
Communication partielle	0	3	3	20	9	4	9	48
Tous exemptés	0	2	0	2	0	0	0	4
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	6	5	2	0	0	0	1	14
Demande transmise	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	8	0	2	1	1	0	2	14
Traitement informel	1	0	0	0	0	0	0	1
Total	23	15	17	30	10	6	12	113

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	7	16(2)a)	1	18a)	0	20.1	0
13(1)b)	8	16(2)b)	2	18b)	1	20.2	0
13(1)c)	9	16(2)c)	3	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(3)	0	18d)	0	21(1)a)	16
13(1)e)	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	19
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	7
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	1
15(1) - A.I.*	10	16.1(1)d)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1) - Déf.*	0	16.2(1)	0	19(1)	39	22.1(1)	0
15(1) - A.S.*	0	16.3	0	20(1)a)	3	23	9
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)b)	8	24(1)	4
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)b.1)	8	26	3
16(1)a)(iii)	0	16.5	0	20(1)c)	6		
16(1)b)	0	17	0	20(1)d)	2		
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

* A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	2	69(1)a)	1	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)c)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)d)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	3	69(1)e)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)f)	0	69(1)g) re f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	25	7	0
Communication partielle	35	13	0
Total	60	20	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	3512	2100	32
Communication partielle	59388	19744	48
Tous exemptés	250	0	4
Tous exclus	0	0	0
Demande abandonnée	663	0	14

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
Communication totale	26	627	4	472	1	756	1	245	0	0
Communication partielle	11	265	17	2006	6	2800	10	7045	4	7628
Tous exemptés	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	12	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Total	52	892	24	2478	7	3556	11	7290	4	7628

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	2	0	0	2	4
Communication partielle	25	3	4	13	45
Tous exemptés	2	0	0	0	2
Tous exclus	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	3	0	1	1	5
Total	32	3	5	16	56

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
53	16	2	32	3

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	8	6	14
16 à 30 jours	2	0	2
31 à 60 jours	3	1	4
61 à 120 jours	13	3	16
121 à 180 jours	2	0	2
181 à 365 jours	2	3	5
Plus de 365 jours	2	8	10
Total	32	21	53

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	5	0	3	1
Communication partielle	12	0	15	4
Tous exemptés	1	0	1	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	2	0	1	2
Total	20	0	20	7

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	16	0	1	0
31 à 60 jours	1	0	8	5
61 à 120 jours	2	0	7	1
121 à 180 jours	1	0	4	1
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	20	0	20	7

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	108	\$540	0	\$0
Recherche	3	\$345	4	\$420
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	111	\$885	4	\$420

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes

Consultations	Autres institutions fédérales	Nombre de pages à traiter	Autres organismes	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période visée par le rapport	40	1739	16	923
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0	0	1	0
Total	40	1739	17	923
Fermées pendant la période visée par le rapport	40	1739	17	923
Reportées à la prochaine période de rapport	0	0	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communiquer en entier	14	12	2	1	0	0	0	29
Communiquer en partie	2	4	3	0	0	0	0	9
Exempter en entier	1	0	0	0	0	0	0	1
Exclure en entier	0	0	1	0	0	0	0	1
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	17	16	6	1	0	0	0	40

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Communiquer en entier	7	5	3	0	0	0	0	15
Communiquer en partie	0	0	0	2	0	0	0	2
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7	5	3	2	0	0	0	17

PARTIE 6 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

Nombre de jours	Nombre de réponses reçues	Nombre de réponses reçues après l'échéance
1 à 15	0	0
16 à 30	0	0
31 à 60	0	0
61 à 120	0	0
121 à 180	0	0
181 à 365	1	1
Plus de 365 jours	1	1
Total	2	2

PARTIE 7 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

7.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$252,650
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$166,534
• Marchés de services professionnels	\$161,867	
• Autres	\$4,667	
Total		\$419,184

7.2 Ressources humaines

Ressources	Voués à l'AI à temps plein	Voués à l'AI à temps partiel	Total
Employés à temps plein	2.00	2.00	4.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00	0.00	0.00
Employés régionaux	0.00	0.00	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	1.00	1.00	2.00
Etudiants	0.00	0.00	0.00
Total	3.00	3.00	6.00

Rapport statistique supplémentaire pour l'accès à l'information

Nombre de fois qu'une trousse d'accès à l'information a déjà été publiée de façon informelle

Institution	Nombre de fois qu'une trousse d'accès à l'information a déjà été publiée de façon informelle
Commission Canadienne de sûreté nucléaire	54

Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet selon l'AI - Demandes auprès des Services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0

Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet selon l'AI - Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	1	14	0	0	0	0	0	0

Annex C

Delegation Order

Annexe C

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

*Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à
l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels*

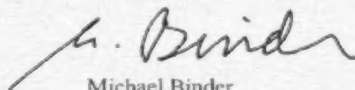
The President of the Canadian Nuclear Safety Commission, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the President as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the attached designation.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire les postes mentionnés, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule le document ci-joint.

Schedule/Annexe

Position/Poste	Privacy Act and Regulations/Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements	Access to Information Act and Regulations/Loi sur l'accès à l'information et règlements
Vice-President, Corporate Services Branch/Vice-président, Direction générale des services de gestion	Full authority/Autorité absolue	Full authority/Autorité absolue
Director General, Information Management and Technology Directorate/Directeur général, Direction de la gestion et de la technologie de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Director, Information Management Division/Directeur, Division de la Gestion de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Senior ATIP Advisor/Conseiller principal de l'AIPRP	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue

Le président
Commission canadienne de sûreté nucléaire



Michael Binder
President
Canadian Nuclear Safety Commission

SEP 13 2012

Edocs # 4003157